



LES TRANSFORMATIONS DU CONSEIL AGRICOLE EN REGION PAMPEENNE ARGENTINE ET LA RECOMPOSITION DE LA PROFESSION « D'INGENIEUR AGRONOME »

TRANSFORMATIONS OF EXTENSION IN THE PAMPAS AND RECONSTRUCTION OF THE PROFESSION OF AGRICULTURAL ENGINEER

Christophe ALBALADEJO*

* INRA UMR AGIR Equipe Médiations Auzeville BP52627 31326 Castanet Tolosan Cedex
Institut National de la Recherche Agronomique et Universidad Nacional de La Plata (Argentine)
Laboratoire AGRITERIS
Toulouse, France
albaladejo@toulouse.inra.fr

« Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Agence Nationale de la Recherche dans le cadre du programme SYSTERRA, portant la référence ANR-09-STRA-04 »

Abstract — This paper presents the perceptions and analyses by the extension workers of the South Western area of the Buenos Aires Province about transformations of their trades and skills. It provides a reflection on the disaggregation or diversification of this trade of extension and upon the evolution of the agricultural engineer profession, who has always sought in Argentina to organize on the model of *learned professions* (such as doctors, lawyers,...). Extension activity is at the heart of transformations occurring in the profession legitimating modes. After describing the context of the agricultural extension in Argentina, the first part presents the method used to produce data on the perceptions of the trade by extension workers themselves. The originality is here on an analysis which includes both public and private extension. A second part presents empirical data in the three workshops that has been organized in each of the three agricultural zones of South West Buenos Aires Province and intends to better understand issues at stake in rural and agricultural development in Argentina through the words of the extension workers. The conclusion transversely analyzes these materials for a global vision of the trade of extension and of the field of agricultural and rural development in Argentina. In particular transformations of legitimating modes of the profession of agricultural engineer are here analyzed as well as the importance of the relationship between the private and the public extension advice.

Key words : Extension workers / Agricultural development / Professions / Argentina / Skills

Résumé — Cet article présente les perceptions et analyses par les conseillers agricoles de la région du Sud-ouest de la province de Buenos Aires des transformations de leurs métiers et de leurs compétences. Il apporte des éléments pour une réflexion sur l'émiettement ou la diversification de ce métier et sur les rapports entre ce mouvement et la profession d'ingénieur agronome, qui a toujours cherché, en Argentine, à s'organiser selon le modèle des *learned professions* (médecins, avocats,...). Le conseil étant au cœur des transformations des modes de légitimation de cette profession. Après avoir rappelé le contexte du conseil agricole en Argentine une première partie expose la méthode utilisée pour permettre aux intéressés eux-mêmes de produire des données sur leurs perceptions du métier. L'originalité porte ici notamment sur une analyse qui englobe conseil privé et public. Une seconde partie expose les données empiriques produites par chacun des trois ateliers réflexifs conduits dans les trois zones agricoles de la région d'étude et permet de mieux situer les enjeux du développement



Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food

Montpellier – France
28 June – 1^{er} July 2010

w w w . i s d a 2 0 1 0 . n e t



rural et agricole en Argentine à partir des discours des agents de développement. La conclusion analyse transversalement ces matériaux pour construire une vision du champ du conseil et du développement agricole et rural en Argentine. En particulier sont ici analysées les transformations des modes de légitimation du métier et l'importance des relations entre le conseil privé et le conseil public.

Mots clés : Conseiller agricole / Développement agricole / Profession / Argentine / Compétences

INTRODUCTION L'ECLATEMENT DU METIER DU CONSEIL

Le conseil agricole est soumis en Argentine à de profondes transformations depuis plus de 15 ans. Avec l'avènement de l'Etat moderne son paradigme de modernisation (après 1956), sont mises en place les institutions du développement agricole, dont les coopératives avec leurs services de conseil, les groupes CREA (inspirés des CETA français) avec leurs conseillers et surtout l'INTA (*Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria*) qui effectue la plus grande partie de la recherche agronomique mais qui assure aussi la fonction de conseil dans tout le pays. Le développement agricole est devenu rapidement, comme en France, très structuré et a été en particulier guidé par un « grand discours » (au sens de Lyotard, 1979) sur la modernisation et la place des connaissances scientifiques, la construction de normes sociales et d'identités au sein d'un « programme institutionnel » (Dubet, 2002) autrement dit par l'émergence d'une organisation et d'une culture propres à l'activité agricole et assurant un mode de socialisation uniforme des techniciens, ingénieurs et agriculteurs intervenant dans le champ du conseil. C'est grâce à cette structuration que la fonction de conseiller a pu s'affranchir non seulement des circonstances singulières de l'activité agricole mais aussi des programmes ou politiques de développement du moment. En d'autres termes cette fonction de conseil a pu devenir un « métier » au sens de Piotet (2002 ; 4) c'est-à-dire une « qualification décontextualisée ».

La période néolibérale des années 1990 du gouvernement Menem, qui a tenté un retrait total de l'Etat de l'économie, a presque conduit à la disparition des services de conseil de l'INTA et a vu la création de programmes de développement conçus comme des mesures provisoires pour soulager des effets de la politique d'ajustement structurel les paysanneries et petites agricultures du pays (Manzanal et al., 2006). Cela est allé de pair avec le recrutement par l'Etat, dans ces programmes, d'un grand nombre d'agents de développement agricoles contractuels précaires. 90% les conseillers agricoles sont ingénieurs agronomes en Argentine et ceci depuis les origines du conseil. La profession d'ingénieur agronome a la prétention en Argentine de s'organiser selon le modèle des professions libérales, un grand nombre de ces ingénieurs travaillant comme consultants privés de grandes et moyennes exploitations, vendant du conseil. Le conseil est donc au cœur de la formation de la légitimité professionnelle des ingénieurs agronomes. Les « conseillers » recrutés par les nouveaux programmes de développement des années 1990 se sont retrouvés tenir des fonctions diverses définies selon les objectifs et bénéficiaires spécifiques du programme dans lequel ils se sont faits recruter : conseil de groupes aux exploitants moyens, aux producteurs de légumes pour autoconsommation familiale, développement d'organisations collectives paysannes, etc.

Dans la région pampéenne le développement des grandes cultures a requis simultanément la multiplication de conseillers privés installés à leur compte (vendant aussi des intrants ou seulement du conseil) ou bien employés par les grandes firmes. Ces nouveaux emplois de conseillers ont ainsi été largement liés à la vente d'intrants et de conseils ad-hoc.

Après la crise de 2001 et l'ascension du Gouvernement de Nestor Kirchner, un retour de l'Etat national s'est produit dans l'économie et dans le développement. L'INTA a repris l'embauche de jeunes conseillers et leur titularisation (près de 500 entre 2002 et 2009). Ce n'est pas un hasard si pour la première fois dans l'histoire de l'INTA le président de cette institution a été de 2005 à 2008 un ancien conseiller agricole. Mais ce métier reste tiraillé entre des emplois très divers dans des programmes spécifiques et pas forcément cohérents de développement agricole et rural de l'Etat qui sont le prolongement des programmes de la période antérieure pour la plupart, et des emplois liés au marché qui restent très forts.

Cet article s'interroge ainsi sur les conséquences des transformations affectant le métier de conseiller en Argentine et sur le sens de cette fonction de conseil dans une période où l'on

assiste à une diversification des emplois de conseiller qui ressemble fort à un éclatement du métier. La perte d'unité de ce métier remet-elle en question la profession et donc la formation des agronomes ?

1. UN DISPOSITIF DE RECHERCHE BASE SUR LE TRAVAIL DE LA CONSCIENCE REFLEXIVE DES CONSEILLER

Le cadre théorique de référence de cette recherche est celui de la sociologie interactionniste des professions (Hughes, 1963) à partir duquel nous cherchons à comprendre la redéfinition de la « mission » (*mandate*) du conseil dans ce contexte de diversification des emplois. La finalité est aussi, au-delà de cet article, d'apporter un regard sur la nécessaire redéfinition des formations (*licence*) conduisant au conseil (Albaladejo, Simões, Veiga, & Baré, 2005; Albaladejo & Bustos Cara, 2009). C'est le sens de cette recherche : faire un état des transformations du métier permettant de mieux cibler la construction d'une formation préparant les conseillers du développement rural (Master PLIDER : « *Procesos Locales de Innovación y Desarrollo Rural* » créé en avril 2007).

La région pampéenne est ici un terrain intéressant du fait du fort développement de la forme privée du conseil agricole, aux côtés de la croissance des nouveaux emplois dans les programmes de développement publics. Dans cette région, la zone d'expansion de la culture de soja OGM a été ici laissée de côté car cette expansion focalise souvent indûment l'attention alors que des transformations profondes de l'agriculture et des sociétés rurales pampéennes ont lieu indépendamment. Le travail se situe ainsi dans le sud-ouest de la province de Buenos Aires (figure 1).

En 2006, après le retour massif de la fonction de conseil dans l'INTA, le dispositif de recherche a consisté en l'organisation de trois ateliers d'une journée de travail rassemblant ce monde hétéroclite du conseil avec l'objectif de réfléchir aux transformations du métier dans les trois zones agricoles du sud-ouest de la province de Buenos Aires. Ces ateliers, auxquels étaient invités tous les conseillers privés et publics par l'intermédiaire de l'agence locale de l'INTA, ont rassemblé entre 50 à 80% de la population estimée des conseillers et agents de développement agricole privés et publics (entre 14 à 18 participants par atelier) d'une région allant de un à quatre districts (l'équivalent d'une région française en superficie). Chacune de ces régions présentant des caractéristiques particulières (voir figure 1) : zone de grandes cultures, zone d'élevage bovin et zone d'agriculture paysanne et familiale. Les ateliers consistaient en une analyse réflexive groupale comportant une séance de brainstorming le matin sur le thème de l'évolution du métier et des réflexions thématiques l'après-midi. Suivant les méthodes de la recherche-action (Albaladejo & Casabianca, 1997), tous les comptes rendus ont été rédigés avec la participation de trois à quatre représentants du groupe, puis discuté et validé par le groupe. Chacun des groupes a exposé et discuté ses résultats au cours d'un séminaire de trois jours en septembre 2006 rassemblant au-delà de tous les participants des trois ateliers de l'ordre de 80% des agents de développement de tout le sud-ouest de la province de Buenos Aires.

L'approche vise à une analyse des transformations d'un métier par les interprétations des intéressés, en mobilisant leurs propos courants sur leurs activités (conscience réflexive) voire des propos nouveaux dans la mesure où ils ne relèvent de la pratique et non pas de l'inconscient (conscience pratique selon les concepts de Giddens, 1987).

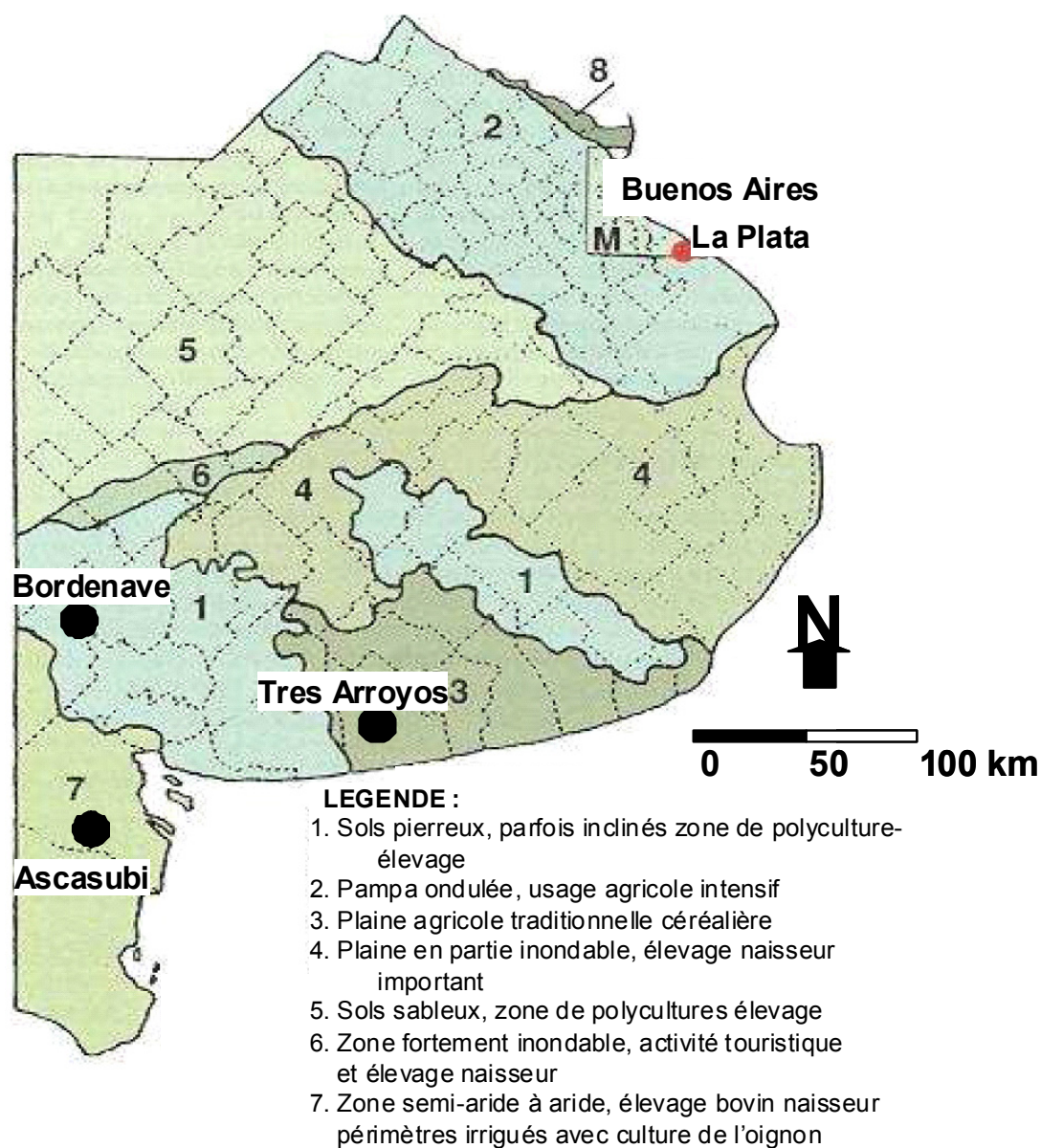


Figure n°1 – Emplacement des trois sites de recherche dans la province de Buenos Aires

Encadré n°1 – Lexique de quelques termes de définition des activités et personnages du conseil en Argentine

Agente de extensión (ou extensionista) : proche de la notion de conseiller agricole en France

Agente de desarrollo: dénomination nouvelle apparue dans les années 1990 sensée définir l'activité des agents au-delà de l'agricole, voire au-delà du "conseil" proprement dit

Profesional : Personne ayant fait des études bac + 5 comme l'ingénieur agronome ou le vétérinaire.

Productor : Equivalent de la notion "d'agriculteur professionnel" en France.

L'encadré 1 donne des éléments essentiels de définition et de traduction de certains termes du conseil et des ingénieurs agronomes argentins.

2. LES RESULTATS DES ANALYSES DES AGENTS AU COURS D'ATELIERS REGIONAUX DE REFLEXION

Les matériaux de chacun des trois ateliers sont traités séparément dans un premier temps car les problématiques du développement agricole des trois zones de la région du Sud-ouest de Buenos Aires sont particulières et les évolutions des métiers du conseil y sont différentes. Nous mettrons à profil la comparaison en conclusion.

Dans chacun des trois ateliers nous allons présenter ci-dessous d'une part le diagramme des thèmes structurants des interventions libres du matin (figures 2 à 3) qui a été discuté l'après-midi et les trois ou quatre grandes questions de synthèse que les participants ont estimé les plus importantes de continuer à travailler entre eux afin de résoudre les difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs métiers.

2.1. Région de polyculture élevage (Bordenave)

Cet atelier a comporté 14 participants dont 1 femme et 13 hommes ; 6 conseillers INTA, 1 conseiller d'un programme national, 2 conseillers d'agences de conseil du ministère de l'agriculture, 5 conseillers privés à leur compte.

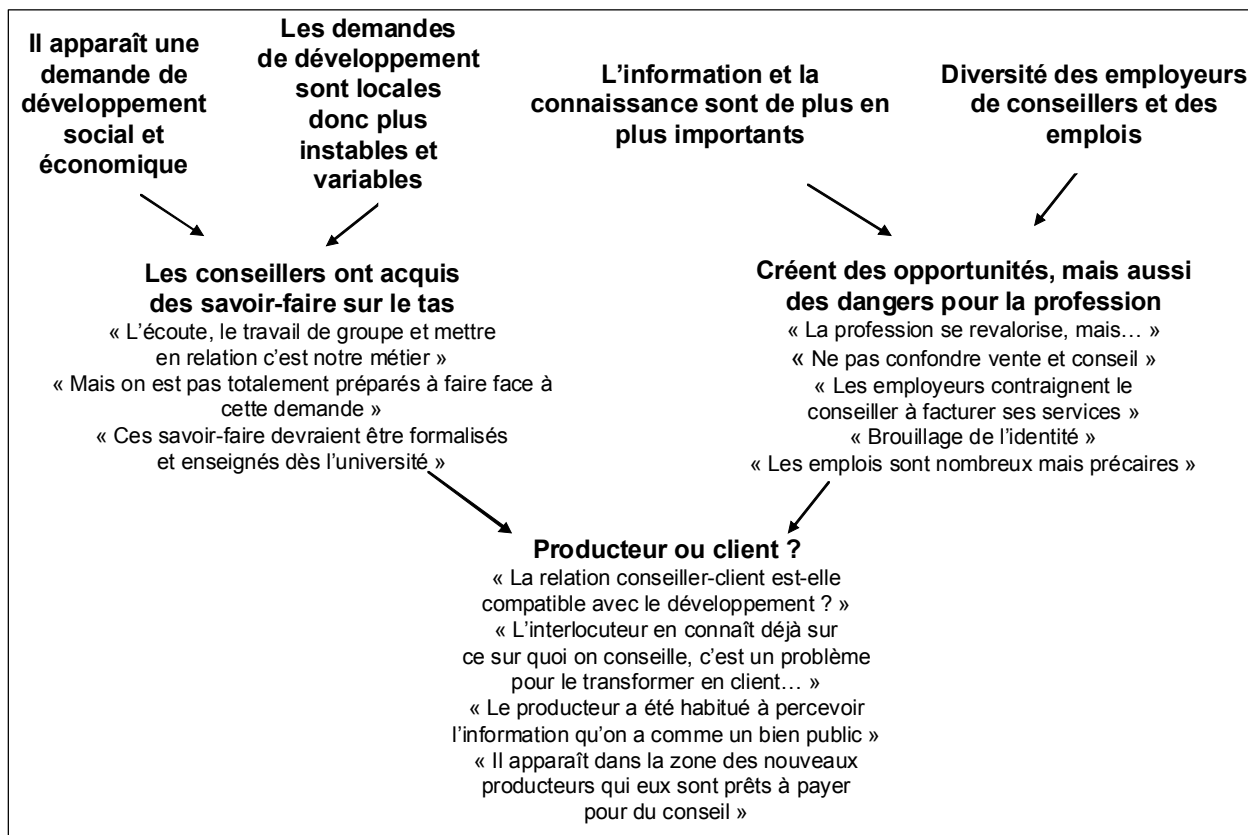


Figure n°2 - Diagramme synthétique des thèmes structurants des interventions au cours de l'atelier No 1 de Bordenave

Les questions de synthèse ont été les suivantes :

« **L'exercice libéral de la profession a-t-il un avenir ?** » Ce thème de travail est parti du constat unanimement partagé de l'importance stratégique depuis 15 ans de la connaissance et de l'information dans la production agricole, en particulier pour les grandes cultures. Cela redonne de l'importance à une profession basée selon eux sur l'accompagnement voire la vente de la connaissance. Mais les participants y ont surtout vu un risque pour la profession, et en tout cas pour la « professionnalité » : celui d'une certaine confusion entre « connaissances » et « affaires ». En effet, les connaissances sont de plus en plus produites par des organismes privés qui lient leur mise à disposition à la vente d'intrants et il a été perçu un risque, selon les mots des participants, de « marchandisation » de la relation professionnelle. Cela est très largement renforcé par la tendance des ingénieurs agronomes de la région de Bordenave, parallèlement à une précarisation de leurs emplois et une forte diminution des recrutements dans le secteur publique, à vivre essentiellement de la facturation de leurs services. Selon eux si la profession n'assure que de la vente (d'intrants ou d'information) et plus suffisamment un service public de conseil, le risque est qu'elle apparaisse comme un commerce de plus et non plus comme « profession » (cf. partie droite de la figure 2).

« **La relation entre l'ingénieur agronome et son « client » a-t-elle quelque chose en commun, voire même est-elle compatible, avec une mission de développement pour l'ingénieur ?** » Ce thème de travail est en relation avec le processus de diversification et de transformation des « producteurs » et des représentations que les ingénieurs agronomes argentins se font d'eux. De fait, les ingénieurs agronomes tentent depuis une vingtaine d'années de les constituer comme des « clients », ce qui présente des difficultés en ce sens

que les connaissances détenues par les ingénieurs agronomes ont toujours, depuis les débuts de la fonction de conseil en agriculture, été considérées par ces producteurs comme un bien public pour lequel il n'y aurait pas lieu de payer pour en disposer (voir la partie centrale en bas de la figure 2). A l'opposé, parmi les nouveaux acteurs de l'agriculture argentine, sont apparus, depuis 20 ans, des producteurs qui ont été dénommés dans l'atelier les « nouveaux clients » autrement dit de grands entrepreneurs agricoles qui sont parfaitement préparés à accepter de payer les connaissances apportées dans une relation de profession rétribuée en fonction d'un service ponctuellement évaluable (autrement dit évaluable et donc payable pour chacun des actes d'intervention, selon le modèle du vétérinaire). Mais alors le conseil agricole ici perdrait sa mission de développement qui a été selon les participants la clef de voute de leur légitimité professionnelle.

La synthèse des préoccupations des participants a renvoyé à la la tension entre une demande de conseil pilotée par le marché mais qui transforme le conseiller en « vendeur » et une demande sociale forte de développement local, très légitimante en terme de mission mais correspond des emplois mal rémunérés et ils se sont demandés : « **Est-on préparés (voire disposés) à assumer le rôle d'agent de développement ?** » Ce qu'ils ont mis en question, c'est le bien fondé pour eux d'accompagner ces nouveaux processus de développement.

2.2. Région de grandes cultures dominantes : blé et tournesol (Tres Arroyos)

Cet atelier a rassemblé 14 participants dont 12 hommes et 2 femmes ; 7 conseillers INTA, 1 conseiller coopérative, 2 enseignants-conseillers, 1 conseiller ministère et 3 privés à leur compte.

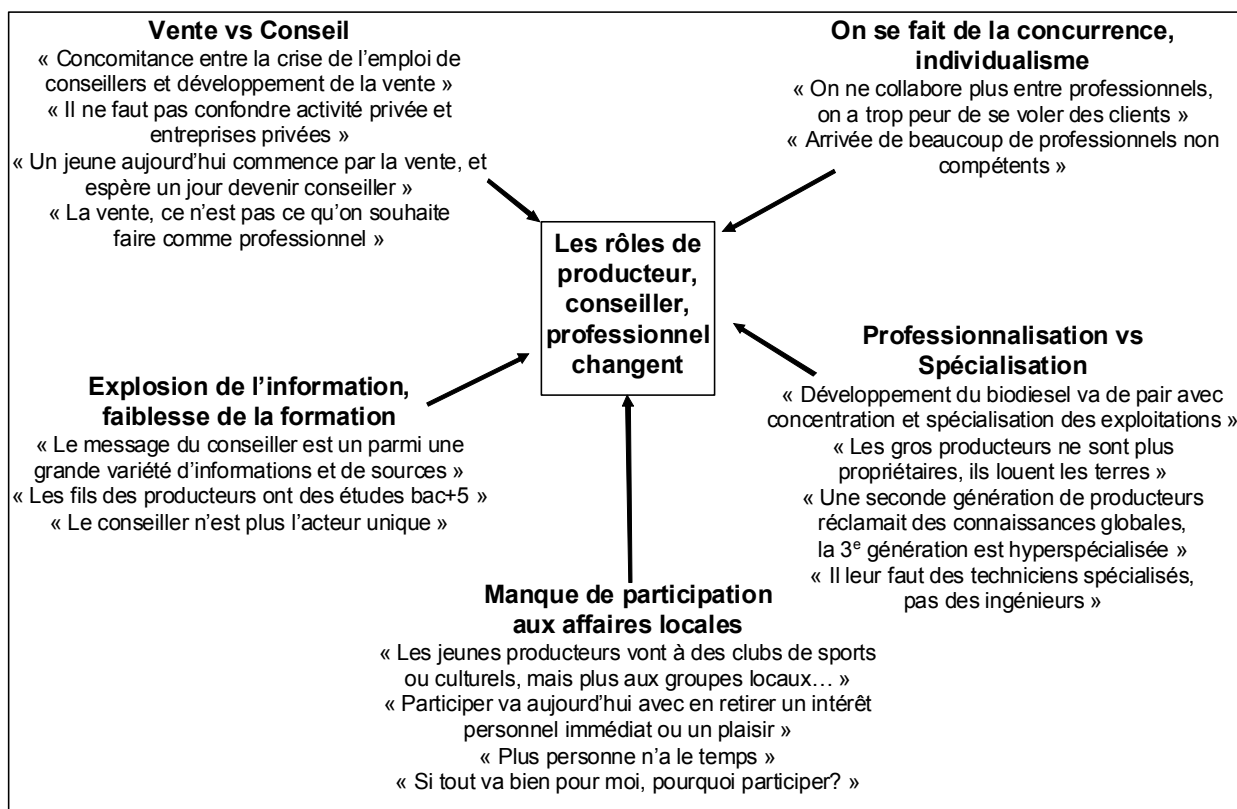


Figure n°3 - Diagramme synthétique des thèmes structurants des interventions au cours de l'atelier No 2 de Tres Arroyos

Dans cette région les questions de synthèse ont été les suivantes :

« **Comment faire pour que les habitants et professionnels d'une localité s'engagent dans le développement de la communauté locale ?** » Les participants ont mis en avant la

contradiction qu'ils ressentent dans leur zone de travail entre leur mission d'accompagnement d'un processus de développement et un contexte de faiblesse des politiques publiques et de survalorisation chez les jeunes conseillers des aptitudes commerciales par rapport aux aptitudes au conseil. La participation des habitants (notamment les producteurs) aux affaires de la communauté pourrait être le moyen de contrebalancer cette survalorisation de l'aspect commercial de la profession en créant une demande locale de développement. Mais tous ont constaté un désintérêt des habitants à participer aux affaires communes au niveau local. Cette réticence à participer aurait diverses causes dont l'absence presque totale dans ces zones de grandes cultures d'un quelconque débat public sur le développement de la localité (cf. figure 3 vente vs conseil, individualisme et manque de participation).

« **Sommes-nous capables à partir de notre travail de terrain d'impulser un changement dans la communauté locale, autrement dit d'identifier des besoins, de produire des synthèses et de définir des objectifs pour l'action ?** » Les participantes témoignent avoir vécu dans les années 1990 une période au cours de laquelle, en plus d'une absence de renouvellement des conseillers de l'INTA qui partaient à la retraite, ceux qui restaient en activité ne passaient plus les exploitations agricoles mais restaient dans leurs bureaux, en ville, ou dans les champs d'essais de la station expérimentale. Ils se sont centrés exclusivement sur les acteurs agricoles, et plus particulièrement le chef d'exploitation. L'intérêt pour le territoire local avait disparu. Ce n'est que depuis 2002 qu'ils sentent renaître la préoccupation de travailler pour la communauté locale et non pas seulement pour les chefs d'exploitation. Le développement de la communauté locale et des aspects non agricoles n'est plus considéré aujourd'hui comme une fonction périphérique à celle du conseiller centrée sur la production (dans ses aspects quantitatifs ou qualitatifs), mais il est un domaine en soi de professionnalisation. Cependant ils ressentent tous un manque de méthode pour le faire.

Les réflexions sur le métier des conseillers de cette région bien plus soumise à la privatisation du conseil que celle de Bordenave montrent clairement une préoccupation de renforcer la mission de service public, d'accompagnement des processus de développement non seulement de l'agriculture mais plus largement des territoires ruraux, comme si la légitimité de leur métier en dépendait. La figure 3 montre comment ils ressentent un enjeu de redéfinition des rôles de producteur et professionnel (ingénieur agronome) et le rôle central du conseil et du conseiller dans cette redéfinition.

2.3. Région d'élevage naisseur extensif et périmètres irrigués de culture paysanne de l'oignon (Ascasubi)

Cet atelier a comporté 18 participants, dont : 10 hommes et 8 femmes ; trois comptables, un vétérinaire et 15 ingénieurs agronomes ; 3 conseillers INTA, 5 agents municipaux ou compagnies d'irrigation, 4 agents de programmes nationaux et 5 privés.

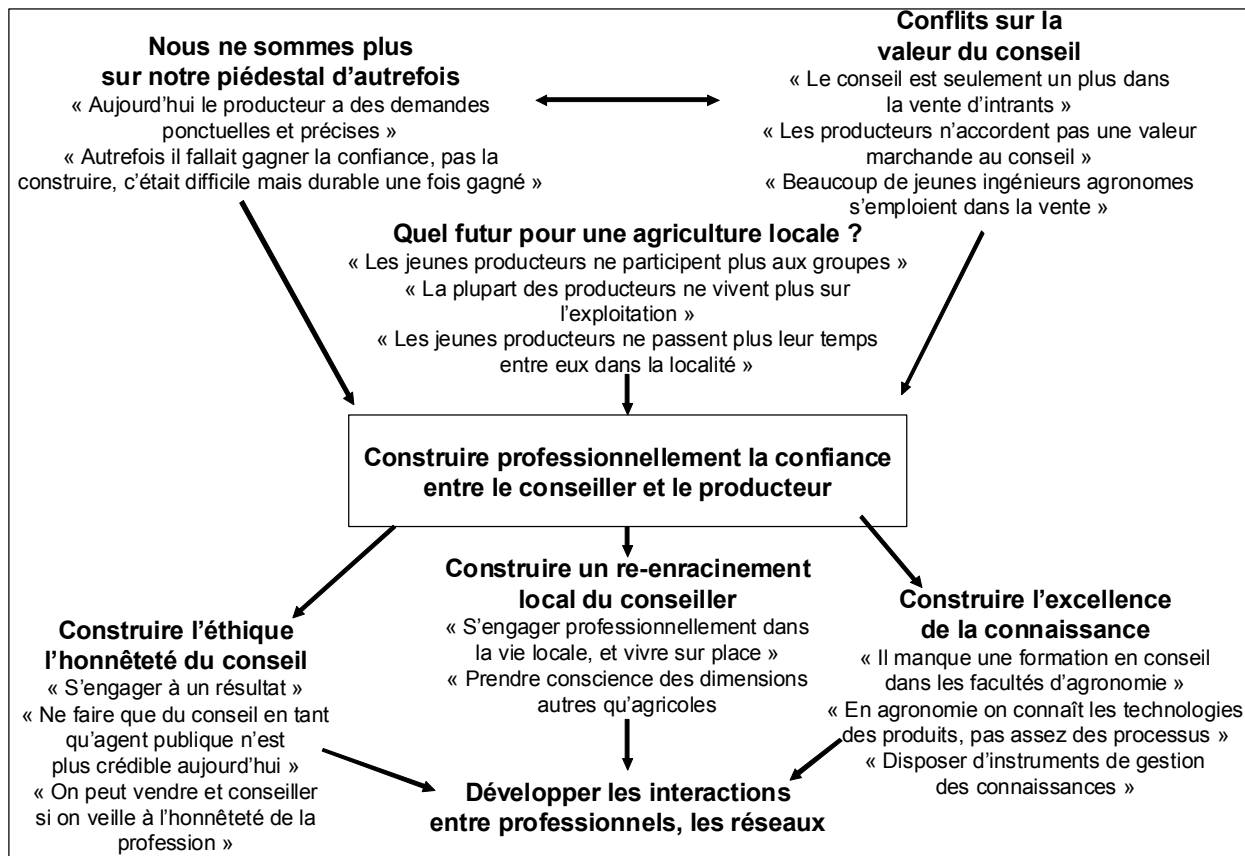


Figure n°4 – Diagramme synthétique des thèmes structurants des interventions au cours de l'atelier No 3 de Ascasubi

Dans cette zone la grande question de synthèse a été la suivante :

« **Comment construire de nos jours la confiance du producteur ?** » Il y a plus de 20 ans un conseiller dans leur zone était lié dans les représentations des producteurs à la détention de connaissances techniques « légitimes » et il disposait d'un certain prestige local et d'une reconnaissance qu'il n'avait aucunement besoin de construire dans le domaine technique car elle était donnée en grande partie par son diplôme et sa fonction dans une organisation technologique. La confiance était donc « donnée ». Par contre l'insertion personnelle d'un jeune conseiller dans le milieu social local, nécessaire pour l'exercice de la profession, n'était pas chose facile et en tout cas pas donnée. Aujourd'hui il n'est pas suffisant pour un jeune conseiller de faire savoir qu'il dispose d'un diplôme, ni non plus qu'il sache construire sa place dans la société locale. Il ne peut exercer localement s'il n'arrive pas à construire lui-même une confiance avec les producteurs basée sur trois dimensions (cf. figure 4) : l'éthique (s'engager dans le résultat), l'enracinement (faire partie de la vie locale) et la connaissance (être un expert en production collective de connaissance). Cette confiance est en partie la conséquence du fait qu'il n'y a plus un seul référent local (« le » conseiller), mais pour un même producteur une grande variété d'intermédiaires possibles tous professionnels. Cette situation a conduit à un débat assez difficile sur la question de la « valeur » (notamment marchande) du conseil.

La figure 4 montre dans la partie supérieure du graphique leur analyse de la déconstruction de ce qui faisait la légitimité du conseiller. Dans la partie inférieure ils ont placé leurs efforts de reconstruction d'une légitimité sur des bases différentes, selon leur mot un travail de « reprofesionalisation ».

La nécessité d'intervenir auprès de populations de petits producteurs d'oignons immigrés récents dans le périmètre irrigué en provenance de Bolivie explique sans doute cette réflexion locale sur la « construction professionnelle » de la confiance. Le champ du conseil n'est plus « donné ». Les conseillers de cette région d'Ascasubi y voient un principe général

d'évolution du métier face aux transformations des rapports des agriculteurs avec le conseil et avec la localité.

CONCLUSION

A partir de ces travaux de recherche dans trois régions de conseil du Sud-ouest de la province de Buenos Aires on peut déjà constater d'une part combien des conseillers agricoles du secteur privé et public partagent les mêmes analyses et préoccupations, malgré les tiraillements sur l'unité du métier. Ils décrivent un éclatement de l'exercice du métier mais leurs discussions montrent aussi une volonté non entamée de continuer à exercer le même métier et notamment d'être au cœur de la mission de développement de la profession d'ingénieur agronome. Les trois régions montrent en revanche des sensibilités et analyses différentes sur un même processus : les tensions dans le métier entre des besoins locaux de développement et l'importance des revenus en provenance du marché et du monde des affaires. Un monde des affaires qui, unanimement, menace la légitimité non seulement du métier de conseiller, mais de la profession d'ingénieur agronome toute entière. Il est curieux par contre que l'émiettement du monde de l'intervention de développement entre des programmes à finalités différentes n'ait jamais été mentionné comme un problème. Egalement ce métier du conseil (appelé *extensión agropecuaria*) qui a joué un rôle majeur dans les efforts d'organisation d'une profession « d'ingénieur agronome » en Argentine selon un modèle très fonctionnaliste des professions autrement dit de groupes d'experts ayant reçu le monopole de l'exercice d'un service à la société (Dubar & Tripier, 1998), est présenté aujourd'hui par ceux qui le pratiquent comme le grand, voire le seul moyen pour cette profession de ne pas éclater. Le conseil est ainsi présenté comme au cœur de la construction de la légitimité de ce service autrement dit de ce qui assure à la profession d'ingénieur agronome sa distance vis-à-vis tant des intérêts de l'administration que du marché. Car la différence d'avec il y a 15 ans est que cette légitimité n'est plus donnée par le diplôme ou le prestige dans la société, elle n'est pas non plus une conquête personnelle par la pratique, elle doit être construite consciemment et professionnellement.

REFERENCES

- Albaladejo C., Bustos Cara R. 2009. Les compétences au cœur de l'articulation entre action collective et action publique. L'accompagnement d'un développement agricole localisé en Argentine. In: De Sainte Marie C. et Muchnik J. (eds.), *Le temps des SYAL. Techniques, aliments et territoires*. Editions QUAE Cemagref-Cirad-Ifremer-Inra, coll. Paris, p. -39
- Albaladejo C., Casabianca F. (éds.) 1997. *La recherche-action. Ambitions, pratiques, débats*. Paris, INRA, Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, n°30, 212 p.
- Albaladejo C., Simões A., Veiga I.Jr., Baré J.-F. 2005. De nouvelles compétences pour les cadres du développement rural en Amazonie. *Cahiers Agricultures Cahiers d'études et de recherches francophones (Agence Universitaire de la Francophonie)*, 14, 1 (janv-fév. 2005), 116-120.
- Dubar C., Tripier P. 1998. *Sociologie des professions*. Paris, Armand Colin, U Sociologie, 256 p.
- Dubé F. 2002. *Le déclin de l'institution*. Paris, Seuil, L'Epreuve des Faits, 421 p.
- Giddens A. 1987. *La constitution de la société*. 1 éd. Paris, PUF, Sociologies, 474 p.
- Hughes E.C. 1963. Profession. *Daedalus*, 92, 4, 655-668.
- Lyotard J.-F. 1979. *La condition post-moderne*. Paris, Les Editions de Minuit, 140 p.
- Manzanal M., Neiman G., Lattuada M.J. (éds.) 2006. *Desarrollo rural. Organizaciones, instituciones y territorios*. Buenos Aires, Ciccus, Trabajo, integración y sociedad, 449 p.
- Piotet F. (éd.) 2002. *La révolution des métiers*. Paris, PUF, Le Lien Social, 362 p.

*Les transformations du conseil agricole en région pampéenne argentine et la recomposition
de la profession « d'ingénieur agronome
Albaladejo, C.*